

Mobilisation jusqu'au retrait de la contre-réforme des retraites !

La crise économique est loin d'être achevée malgré la multiplication des déclarations rassurantes de nos dirigeants. L'augmentation en un an de 20% du nombre de personnes touchant le RSA est la preuve vivante du contraire. Alors que des milliards ont servit à renflouer les banques et les spéculateurs, le gouvernement veut maintenant nous faire passer à la caisse. Et les plans coordonnés par le FMI, l'OMC ou encore l'UE sont les mêmes pour tous les pays à travers le monde : faire payer la crise aux travailleurs et à la jeunesse en mettant en place des plans de rigueur sans précédent, en sacrifiant des centaines de milliers de postes de fonctionnaires, en démantelant les services publics, en privatisant davantage la santé, l'éducation et nos retraites. Les acquis ouvriers sont détruits les uns après les autres au prétexte de faire des économies alors que que nos militaires occupent l'Afghanistan et que le budget militaire ne s'est jamais aussi bien porté !

Ni négociation, ni amendement : Retrait de la contre-réforme !

Les retraites par répartition sont un acquis central des travailleurs. Malgré les attaques renouvelées de la part du patronat et des gouvernements successifs, les précédentes mobilisations ont pu préserver l'essentiel. Mais aujourd'hui, face à la crise, spéculateurs et patrons ne supporte plus de ne pas pouvoir faire des profits avec les milliards de la Sécurité sociale. Prenant prétexte de l'allongement de la durée de la vie et des déficits, le gouvernement a décidé de frapper un grand coup : recul de l'âge légal et augmentation de la durée de cotisation pour tous ! En clair, travailler plus pour gagner moins !

Pourquoi devrions-nous travailler plus longtemps pour payer les exonérations patronales (environ 30 milliards par an qui ne sont pas cotisés) et qui sont pourtant responsables du « déficit » des retraites(32 milliards d'euros en 2010) ? Pourquoi payer la part du patronat qui refuse d'embaucher et qui s'assure ainsi une armée de réserve de plusieurs millions de chômeurs et de travailleurs précaires ? Pourquoi accepter de travailler jusqu'à 62 ans alors même que l'espérance de vie en bonne santé d'un ouvrier est de 59 ans et de 65 ans pour un employé ? Pourquoi accepter de partir avant pour toucher une pension de misère ? Il n'y a pas de « bonne » réforme ou de « bonnes négociations ». Notre seule revendication doit être la suivante : 60 ans maximum pour tous, 37 ½ ans maximum de cotisations pour tous, travailleurs du public comme du privé !

Unité des travailleurs et de la jeunesse !

En tant qu'étudiants ou lycéens nous sommes des travailleurs en formation, c'est-à-dire que nous sommes sur les bancs de l'école pour nous former et obtenir un diplôme dont la valeur doit être reconnue dans les conventions collectives et le Code du travail et ainsi nous « vendre » au mieux sur le marché du travail. A ce titre, la défense du système de retraite par répartition nous concerne tous.

Les manifestations du 24 juin et du 7 septembre derniers ont mobilisés plusieurs millions de personnes dans les rues et constituent déjà un succès. Pourtant, le 15 Septembre le gouvernement a adopté la contre-réforme des retraite. Nous le savons tous, seule la lutte unie et déterminée de millions de travailleurs et de jeunes peut infliger une défaite sans précédent à toute la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth.

Pour cela, nous devons construire l'unité avec les travailleurs, en manifestant tous ensemble, lycéens, étudiants et travailleurs, le 23 septembre et en reconduisant notre grève : la grève générale des travailleurs et de la jeunesse obligera le gouvernement à reculer. Nous devons donc appeler, sur nos lieux d'études à des assemblées générales unitaires avec les enseignants et les personnels pour informer largement autour de nous et aider à la mobilisation sur la base d'une revendication claire : **Retrait de la contre réforme des retraites !**

**Pour une retraite à 60 ans maximum pour tous,
pour 37 ½ ans maximum de cotisations pour tous !**

Ni négociation, ni application : Retrait de la contre-réforme des retraites